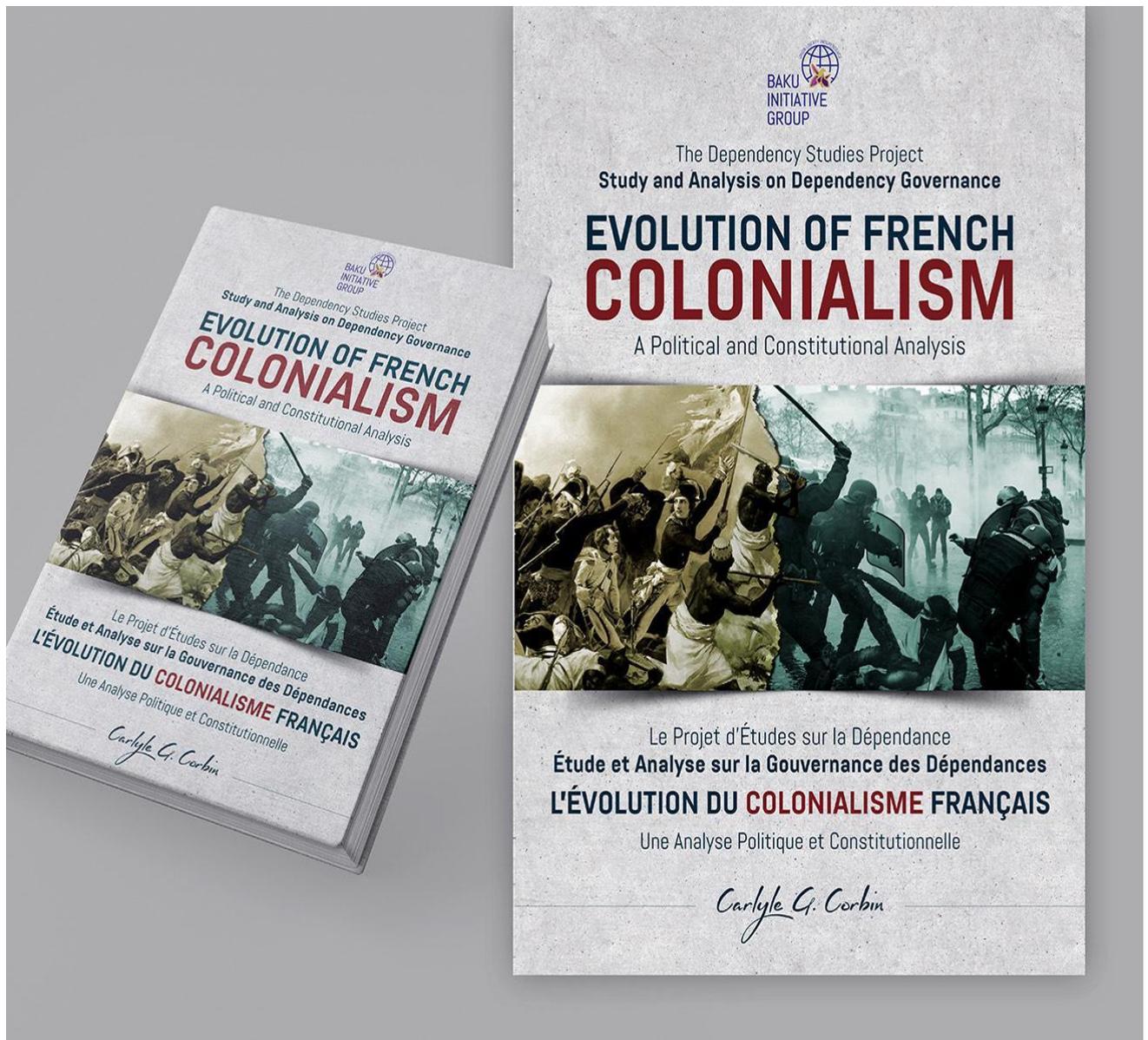


La guerre de l'information menée par l'Azerbaïdjan contre la France en Afrique subsaharienne

Par Sossi Tatikyan

Résumé:

La guerre de l'information menée par l'Azerbaïdjan contre la France s'est transformée en une guerre de l'information explicite et systématique, qui s'est parfois transformée en guerre hybride depuis 2023. Elle comporte plusieurs aspects : le partenariat France-Arménie, la manipulation des récits anticoloniaux dans les territoires français d'outre-mer et en Corse, l'exploitation des récits anticoloniaux contre la France dans les pays d'Afrique subsaharienne, l'héritage de la guerre d'Algérie, la gestion des Jeux olympiques et la politique intérieure de la France.



Introduction

Au cours des deux dernières années, l'Azerbaïdjan a utilisé des tactiques de [harcèlement](#) à l'encontre de tout acteur international soutenant l'Arménie et les Arméniens du Haut-Karabakh. Bakou a ciblé l'UE, les États-Unis, les organisations internationales et non gouvernementales, les organismes de surveillance, les universitaires, les analystes et les journalistes. Par des tactiques d'intimidation, l'Azerbaïdjan tente de garantir l'impunité pour le nettoyage ethnique des Arméniens du Haut-Karabakh, ainsi que pour ses offensives militaires et ses tactiques de coercition contre la République d'Arménie. L'Azerbaïdjan est ainsi devenu particulièrement hostile à la France en raison de son soutien constant à l'Arménie et de ses critiques à l'égard de l'Azerbaïdjan.

En effet, la détérioration des relations entre la France et l'Azerbaïdjan découle du partenariat croissant entre la France et l'Arménie. L'Azerbaïdjan a tenté de discréditer la France pour empêcher son soutien politique à l'Arménie et en particulier son soutien au secteur de la défense arménienne. La France a été le premier pays membre de l'UE et de l'OTAN à commencer à [soutenir](#) le secteur de la défense de l'Arménie. Elle a [pris](#) cette décision après que l'Azerbaïdjan a occupé environ 215 km² des zones frontalières de l'Arménie en 2021-2022, et a finalisé sa campagne de [nettoyage ethnique](#) des Arméniens du Haut-Karabakh en septembre 2023. Au cours de cette période, la France a [critiqué](#) les actions de l'Azerbaïdjan au sein du Conseil de sécurité des Nations unies. La France a également été l'un des principaux [défenseurs](#) du déploiement de la mission civile d'observation de l'UE en Arménie (AMUE) dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune.

Pourtant, la France et l'Azerbaïdjan entretiennent des [relations économiques](#), notamment dans le secteur de l'énergie. Les Français, notamment TotalEnergies, ont été [actifs](#) dans les projets gaziers offshore de l'Azerbaïdjan, tels que le champ « Absheron ». En outre, l'Agence française de développement (AFD) a investi 280 millions d'euros dans la connectivité ferroviaire de l'Azerbaïdjan, en soutenant les corridors est-ouest et nord-sud, et est prête à doubler ses investissements pour atteindre 600 millions d'euros, en se concentrant sur des projets d'infrastructure dans les domaines du transport, de l'eau, de l'énergie propre et du développement durable.

Cependant, la campagne de désinformation de l'Azerbaïdjan concernant [le partenariat de la France avec l'Arménie](#) s'est progressivement transformée en une campagne plus large contre la France. Son contenu et son style reflètent la campagne similaire menée par la Russie en Afrique et dans le voisinage européen.

Cet article analyse les récits azerbaïdjanais concernant la coopération entre l'Arménie et la France dans les pays d'Afrique subsaharienne, en soulignant leurs similitudes avec les récits russes, ainsi que les méthodes et les plates-formes par lesquelles ils sont promus.

Les canaux et les agents de la rhétorique anti-française

L'instrumentalisation du mouvement des non-alignés

L'Azerbaïdjan a assuré la [présidence](#) du Mouvement des non-alignés (MNA) de 2019 à 2023. Le MNA a été fondé pendant la guerre froide en tant que collectif d'États cherchant à rester indépendants des alignements idéologiques et politiques de l'Ouest dirigé par les États-Unis et de

l'Est dirigé par l'Union soviétique. Toutefois, il a également servi de forum aux nations pour aborder des questions plus larges de justice mondiale, en particulier l'anticolonialisme et la décolonisation. Depuis sa création, le Mouvement des pays non alignés [a servi de plateforme](#) aux nations africaines pour plaider en faveur de la fin de la domination coloniale et de l'indépendance économique. Il a joué un rôle essentiel dans l'accélération du processus de décolonisation sur le continent entre 1961 et 1990.

La dernière année du mandat de l'Azerbaïdjan au sein du MNA a coïncidé avec la dernière étape de sa [campagne de nettoyage](#) ethnique contre les Arméniens du Haut-Karabakh, qui avait commencé avec la guerre de septembre-novembre 2020. En tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, la France a joué un rôle de premier plan dans la convocation des réunions du [Conseil de sécurité](#) pour traiter de la situation au Haut-Karabakh entre décembre 2022 et septembre 2023. Auparavant, la France avait initié une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies en septembre 2022 lorsque l'Azerbaïdjan avait lancé une offensive militaire majeure contre l'Arménie, violant son intégrité territoriale et occupant ses zones frontalières. [Selon](#) l'Azerbaijani AIR Center, un groupe de réflexion parrainé par le gouvernement et dirigé par l'ancien ambassadeur de carrière azerbaïdjanais Farid Shafiyev, célèbre pour [sa propagande anti-arménienne et anti-française](#), « pendant la guerre du Karabagh en octobre 2020 ainsi qu'en 2022, les membres du MNA ont bloqué une déclaration anti-azerbaïdjanaise au Conseil de sécurité de l'ONU ».

La réunion ministérielle 2023 du Mouvement des pays non alignés s'est tenue à Bakou les 5 et 6 juillet, alors que le blocus des Arméniens du Haut-Karabakh était devenu total. C'est le mois où l'Azerbaïdjan [a interdit](#) au Comité international de la Croix-Rouge de livrer des fournitures humanitaires au Haut-Karabakh, ce qui a conduit à [la famine](#) des Arméniens enfermés dans cette région. Il s'en est suivi une offensive militaire dans le Haut-Karabakh et [le déplacement forcé](#) de sa population arménienne en septembre. Le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, a prononcé [un discours de bienvenue](#) lors de l'ouverture de la réunion ministérielle du Mouvement des pays non alignés, dans lequel il a utilisé non seulement des références anti-arméniennes, mais aussi plus de 20 références anti-françaises. Il a notamment accusé Paris d'avoir « infligé un conflit » au Caucase et d'avoir commis « la plupart des crimes sanglants de l'histoire coloniale de l'humanité ».

Air Center, le Baku Initiative Group et l'ONG « Western Azerbaijan ».

Le 6 juillet 2023, le Centre AIR a organisé [une table ronde](#) intitulée « Vers l'élimination complète du colonialisme » en marge de la réunion ministérielle du Mouvement des pays non alignés. La table ronde a adopté une déclaration établissant le [Groupe d'initiative de Bakou](#) (BIG), « pour soutenir la lutte contre le colonialisme et le néocolonialisme ». Le slogan du BIG est « Union, liberté et indépendance », et [son objectif déclaré](#) est de « soutenir les luttes pour la liberté et l'indépendance de ceux qui vivent sous un régime colonial et néocolonial, en s'engageant à la solidarité et à l'assistance pratique ». Malgré son nom général, elle est devenue un outil pour soutenir et développer la guerre de l'information de l'Azerbaïdjan contre la France, en manipulant les ressentiments anticoloniaux des représentants des territoires français d'outre-mer et de l'Afrique francophone, et en leur fournissant une plateforme pour s'exprimer contre les politiques et l'influence de la France. Parfois, elle vise également d'autres États occidentaux ou les institutions européennes, qui critiquent l'Azerbaïdjan et soutiennent l'Arménie. Aliyev [a exprimé](#) publiquement son appréciation du travail de BIG lors du Forum des médias organisé par l'Azerbaïdjan à Shushi le 24 juillet 2024, ce qui prouve la nature étatique de cette organisation.

Au début de sa guerre de l'information contre la France, l'Azerbaïdjan s'est davantage concentré sur les territoires français d'outre-mer, et le BIG a consacré plus de dix événements à la manipulation des récits de décolonisation dans ces territoires. Le BIG a commencé à [organiser des conférences sur la « décolonisation »](#) au siège de l'ONU à New York, à l'Office des Nations Unies à Genève, à Istanbul et à [Bakou](#) en 2023-2024. Des communiqués de presse officiels sur ces événements ont été diffusés dans les médias azerbaïdjanais et les médias sociaux avec les tags #décolonisation, #politiquefrançaise, #politiquecolonialefrançaise et #frenchcolonialism. Il revendique la « décolonisation » [des territoires français d'outre-mer](#) dans [le Pacifique Sud, la Corse](#) et Mayotte, et le « néocolonialisme » de la France dans les pays africains qui ont été des colonies françaises dans le passé.

Le 3 octobre 2024, le BIG a organisé la [« Conférence internationale sur la politique néocolonialiste de la France en Afrique »](#) à Bakou, qui était le premier événement axé sur l'Afrique. Selon BIG, des personnalités politiques, des diplomates, des experts, des journalistes et des représentants de la société civile de 11 pays africains, ainsi que de Mayotte, ont participé à l'événement. Malgré la présence apparente de 20 participants au maximum, la machine de propagande azerbaïdjanaise et les lobbyistes internationaux ont tenté [de faire passer](#) cette conférence pour une conférence qui « élève le niveau du dialogue sur le néocolonialisme français en Afrique ».

Il n'est pas clair si le timing était coïncident ou intentionnel, mais une conférence « anticoloniale » axée sur l'Afrique s'est tenue à Bakou au cours de la même semaine que le 19e sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), les 4 et 5 octobre. L'Assemblée parlementaire de la Francophonie [a adopté](#) une « Résolution sur les situations de crise dans l'espace francophone, leur dépassement et le renforcement de la paix ». Cette résolution condamne les actions de l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh et exprime son soutien à l'indépendance et à la souveraineté de l'Arménie¹. Le ministère des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan a rapidement [dénoncé](#) la résolution, et le BIG s'en est fait [l'écho](#). Ils ont mis en doute la crédibilité de l'organisation, suggérant qu'il s'agissait d'un outil politique utilisé par la France pour faire pression sur d'autres nations, et ont recommandé qu'elle « se concentre sur les crimes commis par le gouvernement français dans les territoires d'outre-mer sous domination française ». Cela n'épuise pas la liste des canaux par lesquels l'Azerbaïdjan fait entendre sa rhétorique anti-française parmi les nations africaines.

Le 24 octobre 2024, le Parlement européen a adopté [une résolution](#) sur la situation en Azerbaïdjan, la violation des droits de l'homme et du droit international et les relations avec l'Arménie. La résolution condamne le soutien de l'Azerbaïdjan aux « groupes irrédentistes et aux opérations de désinformation visant la France », et « regrette la campagne de diffamation visant à porter atteinte à la réputation de la France. » Les membres français du Parlement européen, issus de différentes forces politiques, ont joué [un rôle](#) actif dans son adoption. Le parlement azerbaïdjanais a réagi à la résolution par une [déclaration](#) affirmant que la résolution est « basée sur les faux récits de la France, de l'Arménie et du lobby arménien ». Il a également accusé le Parlement européen de « pensée chauvine, raciste et coloniale » et a affirmé qu'« en qualifiant les peuples qui luttent contre le colonialisme de groupes irrédentistes, les parlementaires européens justifient les politiques coloniales de la France, en les présentant comme faisant partie de la politique européenne ».

Depuis l'été 2024, Bakou a [étendu](#) sa guerre de l'information à la « domination coloniale néerlandaise », après que le Parlement des Pays-Bas a adopté deux [résolutions](#) exhortant l'Azerbaïdjan à préserver le patrimoine culturel arménien dans le Haut-Karabakh et à libérer les

¹ L'Arménie est membre de l'OIF depuis 2004.

captifs arméniens. Dans sa [condamnation](#) de ces résolutions, l'Azerbaïdjan a cité le « passé colonial des Pays-Bas avec de nombreux exemples d'assujettissement et d'exploitation de divers peuples à travers l'Asie, l'Afrique et les Amériques », faisant référence aux « crimes commis contre eux », aux « tactiques brutales » et au « pillage de la richesse nationale des pays sous domination coloniale ».

Les Néerlandais ont maintenu des colonies dans l'actuel [Ghana](#) de 1598 à 1872, en Afrique du Sud de 1652 à 1795 et de 1803 à 1806, et brièvement dans d'autres territoires. L'année 1872 marque la fin de la colonisation néerlandaise en Afrique, l'Afrique du Sud et le Ghana ayant été repris par les Britanniques en 1806 et 1872, respectivement. Il est intéressant de noter que l'Azerbaïdjan [n'a pas critiqué le Royaume-Uni](#) - avec lequel il entretient un partenariat étroit - pour son héritage colonial. Il ne mentionne pas les territoires d'outre-mer des [États-Unis](#), du [Royaume-Uni](#), du Danemark ou d'autres territoires et régions d'Europe qui aspirent à l'autodétermination.

Lors de la conférence du BIG sur le néocolonialisme français en Afrique, Vasif Huseynov, un expert en géopolitique du centre AIR parrainé par le gouvernement, [a cité](#) le fondateur de la République turque moderne, Mustafa Kemal Atatürk : « La souveraineté n'est pas donnée, elle est prise », affirmant que ces mots résonnent profondément aujourd'hui, en particulier en Afrique. L'Azerbaïdjan présente Atatürk comme un modèle de « non-ingérence » et de « libération »³ en Afrique.

Outre le Groupe d'initiative de Bakou, l'Azerbaïdjan emploie également d'autres ONG parrainées par l'État pour articuler des récits anti-français plus larges. L'organisation « Communauté de l'Azerbaïdjan occidental », créée pour affirmer que l'Azerbaïdjan considère l'Arménie comme un pseudo-État et appelle l'Arménie « Azerbaïdjan occidental » avec des revendications expansionnistes explicites, a publié en janvier 2024 une [déclaration](#) anti-française fermement formulée, qui est un conglomérat de multiples récits anti-français. Il s'agit d'une réaction à la [résolution](#) adoptée par le Sénat français le 17 janvier demandant instamment à l'Azerbaïdjan de respecter le droit à l'autodétermination des Arméniens du Haut-Karabakh et condamnant l'Azerbaïdjan pour son nettoyage ethnique finalisé en septembre 2023. La déclaration qualifie les députés français de « croisés modernes » et affirme que « l'Azerbaïdjan n'a pas besoin de permission pour mener des opérations militaires sur son territoire souverain ». Entre autres récits, elle demande au Sénat français de répondre à des questions sur « ce que fait l'armée française au Niger, au Mali, au Burkina Faso ».

Lorsque le président azerbaïdjanais Aliyev [a reçu](#) l'ambassadeur du Burkina-Faso pour la remise de ses lettres de créance le 5 août 2024, il a consacré une grande partie de l'entretien à exprimer des sentiments anti-français. Aliyev a ensuite mentionné la position partielle de la France à l'égard de l'Azerbaïdjan, affirmant que « la France a montré son vrai visage et a agi injustement contre l'Azerbaïdjan à l'ONU et à l'UE après la libération de ses terres par l'Azerbaïdjan ». Il a déclaré que l'Azerbaïdjan avait « élevé la voix contre... les politiques coloniales de la France » et « appelé à l'indépendance et à la liberté des peuples soumis à l'oppression coloniale de la France », même si le Burkina Faso lui-même est indépendant depuis 1960.

³ L'Azerbaïdjan entretient avec la Turquie une relation étroite fondée sur la notion « Une nation, deux États ». Il a assuré sa victoire militaire dans la guerre du Karabakh en 2020 avec le soutien significatif de la Turquie.

Le cas de Mayotte

Mayotte, tout comme la Nouvelle-Calédonie et la Martinique, est devenue une cible privilégiée de la propagande anti-française de l'Azerbaïdjan. En septembre 2024, le BIG a organisé une [conférence distincte](#) sur la décolonisation de Mayotte, avec la participation active de représentants des Comores.

Mayotte est une île de l'océan Indien, stratégiquement située dans le canal du Mozambique et faisant partie de l'archipel des Comores. En 1974, alors que les trois autres îles de l'archipel ont opté pour l'indépendance vis-à-vis de la France par le biais [d'un référendum](#) - ce qui a conduit à la déclaration d'indépendance des Comores en 1975 - Mayotte [a choisi](#) de rester un territoire français d'outre-mer. Lors d'un référendum organisé en 1976 à Mayotte, 99,4 % de la population a réaffirmé sa volonté de rester un territoire français plutôt que de rejoindre les Comores. En 2000, la population de Mayotte s'est prononcée en faveur d'une plus grande intégration à la France, en vue de devenir un « [département](#) » français. Lors du référendum de 2009, 95,2 % de la population de Mayotte a voté pour devenir un département français à part entière. L'alternative était de maintenir le statut de collectivité française ou de chercher à s'associer aux Comores. En 2011, Mayotte est [devenue](#) officiellement le 101^e département français, ce qui lui assure un meilleur accès aux services sociaux et aux systèmes juridiques français.

La population de Mayotte, estimée à 300 000 habitants en 2023, a connu une croissance rapide en raison de taux de natalité élevés et de l'immigration, principalement [des Comores](#), attirées par de meilleures conditions de vie et de meilleures opportunités. Cette croissance a entraîné des fractures sociales, des problèmes liés au logement, aux soins de santé, à l'éducation, à la pauvreté et des troubles civils.

Les Comores ont revendiqué la souveraineté sur Mayotte, considérant que Mayotte aurait dû rejoindre le reste de l'archipel pour former l'État indépendant des Comores, sur la base du principe de l'unité territoriale. Les Comores ont soulevé la question à l'ONU, qui a adopté en 1975 [une résolution](#) appelant à des négociations. En réponse, la France a invoqué le choix de Mayotte de rester un territoire français, ce qui a provoqué des tensions entre la France et les Comores. Récemment, les Comores ont commencé à faire appel à l'Union africaine, au Mouvement des pays non alignés et à l'Organisation de la conférence islamique pour obtenir leur soutien dans la question de Mayotte. L'Azerbaïdjan soutient la revendication de souveraineté des Comores sur Mayotte.

L'inondation, qui s'est produite à Mayotte en décembre 2024 à la suite du cyclone Chido, a causé [des dégâts considérables](#) dans toute l'île. Au lieu d'exprimer ses condoléances pour les inondations dévastatrices à Mayotte, la machine de propagande azerbaïdjanaise s'est [concentrée](#) sur l'incident au cours duquel le président Macron a été [confronté](#) à des habitants frustrés. Les propagandistes azerbaïdjanais ont émis l'hypothèse que la France était responsable de la situation. La frustration des habitants de Mayotte face à la réaction du gouvernement au cyclone Chido, malgré l'aide substantielle de la France⁵, est comparable aux protestations publiques en Espagne (octobre 2024) et aux États-Unis (août 2024), où les efforts des gouvernements pour gérer les inondations et les incendies de forêt ont été fortement critiqués, mais les propagandistes azerbaïdjanais n'ont pas réagi à ces situations ou ne les ont pas exploitées de la même manière.

⁵ La visite de Macron, bien que critiquée pour sa gestion des tensions locales, a souligné l'engagement de la France à rétablir l'ordre, en promettant des millions d'euros d'aide et de ressources pour reconstruire les régions touchées.

La présidence de la COP29 au service d'une rhétorique anti-française

Enfin, l'Azerbaïdjan a utilisé son statut d'hôte de la 29e session de la Conférence des Parties (COP29) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques pour faire entendre des discours anti-français au ton ferme, dans le but évident de retourner le Sud contre la France. Il a déclaré le soutien de l'Azerbaïdjan aux petits États insulaires en tant que président du Mouvement des pays non alignés, président de la COP29 et à l'avenir. Alors que dans son [discours](#) lors de la cérémonie d'ouverture de la COP29, son président Aliyev a utilisé une rhétorique anti-européenne et anti-occidentale en général, dans son [discours](#) prononcé lors du sommet des dirigeants des petits États insulaires en développement sur le changement climatique le lendemain, il a accusé la France de « colonisation » de ses territoires d'outre-mer dans le Pacifique, la Corse et Mayotte⁷. Il a également fait référence aux « colonies » des Pays-Bas dans le Pacifique. Il a accusé la France de commettre des crimes qui causent une « grave dégradation de l'environnement » dans ces territoires, « endommagent l'écosystème de la planète », ainsi que « les récentes violations des droits de l'homme » par le « régime du président Macron ». Aliyev a également accusé les institutions européennes de « ne pas dénoncer la France » pour ses crimes par « hypocrisie politique » et « corruption politique », et a déclaré qu'elles partagent la responsabilité avec le gouvernement du président Macron pour les meurtres de personnes innocentes. »

Cette allégation a été faite en référence aux [émeutes](#) en Nouvelle-Calédonie au cours du premier semestre 2024 qui, selon les [autorités françaises](#) et [VIGINUM](#), un service français responsable de l'ingérence numérique étrangère et de la désinformation, ont été [alimentées](#) par l'ingérence étrangère du Groupe d'initiative de Bakou (BIG) entre juillet 2023 et octobre 2024, qui a tenté de remettre en cause l'intégrité territoriale de la France dans ses territoires d'outre-mer en exploitant les mouvements politiques et indépendantistes. Cependant, [un rapport](#) de Viginum de décembre 2024 sur la campagne de désinformation numérique anti-française du BIG a conclu qu'en dépit de ses efforts, la campagne n'a pas réussi à obtenir la visibilité et l'influence escomptées au sein des populations francophones ciblées.

M. Aliyev a également rappelé [le discours](#) controversé de Joseph Borell, haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, prononcé en octobre 2022, dans lequel il avait qualifié « l'Europe de jardin et le reste du monde de jungle ». Aliyev a déclaré que « si nous sommes des jungles, alors restez loin de nous et n'intervenez pas dans nos affaires ». Il a réitéré sa remarque sur ce discours dans [l'interview](#) qu'il a accordée le 18 décembre 2024 au propagandiste russe pro-Kremlin Dmitry Kiselev (sanctionné par [l'Union européenne](#) et les [États-Unis](#)), en allant plus loin et en suggérant que Borell aurait été un ministre des affaires étrangères idéal pour le dictateur Franco.

Enfin, il a insisté sur le fait que « tous les prisonniers politiques en France doivent être immédiatement libérés » dans une déclaration, imitant les appels d'acteurs internationaux réputés, y compris les [institutions européennes](#) et la [France](#), à l'Azerbaïdjan pour qu'il libère ses centaines de prisonniers politiques.

M. Borell a [critiqué](#) les allégations du président Aliyev sur l'UE, la France et les Pays-Bas, estimant qu'elles nuisaient aux objectifs climatiques vitaux de la conférence et à la crédibilité de la présidence

⁷ Il est important de noter que la France joue un rôle important dans l'atténuation du changement climatique mondial, notamment en ayant accueilli la COP21 en 2015, qui a conduit à l'adoption de l'Accord de Paris, un accord historique, établissant le cadre de l'action mondiale visant à limiter le réchauffement à 1,5-2°C au-dessus des niveaux préindustriels.

azerbaïdjanaise de la COP29. Alors que le président Macron n'avait pas prévu de se rendre au sommet de Bakou, la ministre française de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques Agnès Pannier-Runacher a annulé son voyage à Bakou, [qualifiant](#) les commentaires d'Aliyev d'« inacceptables » et d'« injustifiables ». L'ambassadrice d'Azerbaïdjan en France, Leyla Abdullayeva, a été [convoquée](#) au ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères le 19 novembre en raison des « actes hostiles » de l'Azerbaïdjan. Les représentants des entreprises françaises [ont suivi](#) l'avis de sécurité et ne se sont pas rendus au sommet. Malgré cet incident diplomatique, l'équipe de négociation française a continué à participer à la conférence, dans le but de faire avancer les accords sur l'action climatique.

Lors de la COP29 qui s'est tenue à Bakou, en Azerbaïdjan, les nations africaines ont cherché à obtenir un financement substantiel pour faire face aux défis climatiques pressants du continent. Si la conférence [a débouché](#) sur un engagement des pays développés à mobiliser 300 milliards de dollars par an d'ici à 2035, ce chiffre est loin des 1 300 milliards de dollars par an d'ici à 2030 que les dirigeants africains jugeaient nécessaires.

L'Azerbaïdjan étant un important producteur de combustibles fossiles, la tenue de la COP29 à Bakou a été très controversée. Pour ajouter à cette controverse, Aliyev [a qualifié](#) le pétrole et le gaz de « don de Dieu » dans son allocution de bienvenue à la COP29, ce qui a été [critiqué](#) comme une « glorification » inappropriée des combustibles fossiles. Des rapports ont fait état [d'accords sur les combustibles fossiles](#) conclus en marge du sommet.

Nouvelle escalade de la rhétorique agressive d'Aliyev dans ses dernières interviews

Aliyev a intensifié sa rhétorique anti-occidentale, en mettant l'accent sur la France, l'UE et l'administration américaine sortante, qu'il a présentées comme faisant partie d'un alignement occidental plus large contre l'Azerbaïdjan, dans son interview télévisée à la télévision d'État russe le 18 décembre 2024 et dans la dernière [interview](#) accordée aux journalistes azerbaïdjanaïses locaux le 7 janvier 2025.

Il a accusé le président Macron d'avoir adopté une « position partielle » en faveur de l'Arménie et d'avoir adopté une approche conflictuelle à l'égard de l'Azerbaïdjan pendant et après la guerre du Karabagh de 2020. Il a souligné les tentatives de la France de porter atteinte à la souveraineté de l'Azerbaïdjan, y compris les efforts visant à soulever des questions liées aux actions de l'Azerbaïdjan au Conseil de sécurité de l'ONU. M. Aliyev a également affirmé que la France se « mêlait » des affaires intérieures et régionales de la Géorgie, suggérant que cette ingérence servait à déstabiliser le pays et à porter atteinte à sa souveraineté. En outre, M. Aliyev a affirmé que les actions de la France dans la région s'inscrivaient dans une stratégie plus large visant à limiter l'influence croissante de l'Azerbaïdjan et à affaiblir sa position sur la scène internationale, notamment par des efforts visant à saboter l'organisation réussie de la COP29 par l'Azerbaïdjan.

Élargissant sa critique à l'Afrique, M. Aliyev a accusé M. Macron et la France de s'accrocher à des politiques néocoloniales dépassées qui ont abouti à des échecs sur tout le continent. Il a notamment cité le Mali, le Burkina Faso et le Niger, où les troupes françaises ont été « expulsées », comme preuve de la diminution de l'influence de la France. Il a attribué ces échecs au refus de la France de reconnaître l'indépendance et l'action des nations africaines, contrastant avec la présence croissante de pays comme la Russie et la Chine, qui comblent le vide laissé par la France. M. Aliyev a condamné l'histoire coloniale de la France, déclarant que les événements dans ces régions révélaient le « visage dégoûtant du colonialisme français ».

Dans ces interviews, Aliyev a également accusé l'UE d'adopter une approche sélective et partielle du Caucase du Sud, affirmant qu'elle favorisait l'Arménie tout en négligeant les intérêts et les réalisations légitimes de l'Azerbaïdjan. Il a également qualifié l'administration Biden de « peuple Soros », l'a critiquée pour sa politique étrangère et sa promotion de la démocratie et des droits de l'homme, et l'a accusée d'utiliser ces principes comme outils d'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays. Dans son interview à la télévision russe, il a également affirmé partager les « valeurs traditionnelles » du futur président américain Donald Trump.

Enfin, Aliyev s'est penché sur l'évolution de l'ordre mondial, insistant sur son instabilité et sur l'importance croissante du pouvoir militaire pour façonner le paysage géopolitique. Il a fait remarquer que ces changements exigeaient que les nations renforcent leurs capacités de défense pour assurer leur souveraineté dans un monde incertain. Tout en se targuant de l'augmentation des capacités militaires de l'Azerbaïdjan, il a demandé à la France, à l'UE et aux États-Unis de cesser leur soutien au secteur de la sécurité et de la défense de l'Arménie. En outre, il a insisté pour que l'Arménie restitue les armements qu'elle avait reçus de la France pour sa défense, lançant un avertissement sévère sur les conséquences potentielles si ces exigences n'étaient pas satisfaites.

Similarité des récits anti-français azerbaïdjanais et russes

L'Azerbaïdjan soutient un récit qui fait écho aux sentiments africains concernant l'impact durable de l'héritage colonial de la France en Afrique. Cela implique que tandis que les anciennes colonies françaises ont obtenu leur indépendance formelle, la France continue à intervenir politiquement dans les affaires intérieures ou à soumettre ces nations à une exploitation économique coloniale. L'Azerbaïdjan affirme soutenir les mouvements anticoloniaux en Afrique qui résistent aux « ingérences extérieures », qu'il associe aux « pratiques néocoloniales » de la France. Bakou encourage les nations africaines à revendiquer fermement leur indépendance et leur souveraineté auprès de la France. Son outil de propagande BIG se réfère à la notion de souveraineté et de non-ingérence de l'Azerbaïdjan dans ses affaires intérieures comme un modèle.

Les récits de l'Azerbaïdjan sur l'influence française en Afrique ressemblent à ceux de la Russie, de la Chine et de la Turquie concernant [la domination occidentale](#) sur les pays en développement. Ces récits soutiennent que l'Occident, ainsi que les organisations multilatérales comme l'UE et même l'ONU, imposent des [conditions préalables](#) liées aux droits de l'homme et à la démocratie pour fournir une sécurité ou une assistance économique à l'Afrique. Certains cercles dans les pays africains perçoivent cela comme une ingérence dans leurs affaires intérieures et leur souveraineté, conçue pour maintenir leur dépendance.

En revanche, la Russie, [la Chine et la Turquie](#) affirment qu'elles aident les pays en développement d'Afrique sans de telles conditions préalables. Cela comprend l'assistance économique de la Chine et de la Turquie et [les prétendus services de sécurité de la Russie Wagner en Afrique](#). La Russie a [affirmé](#) que la France maintenait sa présence en Afrique pour exploiter les ressources naturelles : [la campagne de désinformation](#) russe a joué un rôle significatif dans l'éveil de [l'opinion publique](#) anti-française dans la région, notamment au Mali, au Niger et au Burkina Faso. En mars 2024, la porte-parole de l'AMF russe Maria Zakharova a déclaré que la France indemnisait le Caucase du Sud pour « ses échecs en Afrique », et Aliyev a repris ce discours dans son interview à la télévision russe en décembre 2024.

Conclusions :

La guerre de l'information menée par l'Azerbaïdjan contre la France en Afrique et, d'une manière générale, s'aligne sur la [stratégie diplomatique coercitive](#) plus large de l'Azerbaïdjan, parallèlement aux tactiques de guerre hybrides de la Russie, et vise à atteindre les objectifs suivants :

Empêcher la France et l'UE de soutenir l'Arménie :

- L'Azerbaïdjan exerce des représailles contre la France pour ses critiques à l'encontre de l'Azerbaïdjan et de la Russie en relation avec leurs actions envers l'Arménie, et vise à garantir l'impunité pour le nettoyage ethnique des Arméniens du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan et à normaliser la violation de l'intégrité territoriale de l'Arménie, tous deux avec la complicité de la Russie.
- L'Azerbaïdjan utilise des accusations de néocolonialisme contre la France et d'autres nations de l'UE, comme les Pays-Bas, comme contre-discours en réponse aux résolutions du Parlement européen qui critiquent l'Azerbaïdjan et soutiennent l'Arménie.
- En alimentant les mouvements anti-français dans le Pacifique et en Afrique, l'Azerbaïdjan cherche à [distraindre](#) la France du Caucase du Sud, à la faire chanter pour qu'elle cesse de [soutenir](#) l'Arménie sur le plan politique et militaire. L'Azerbaïdjan veut voir une Arménie isolée sur le plan diplomatique, sans soutien, incapable de défendre ses frontières contre une agression militaire, de manière à continuer à contester l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Arménie, ou du moins d'imposer son hégémonie régionale.

Empêcher le changement pro-occidental dans la politique étrangère et de sécurité de l'Arménie :

- L'Azerbaïdjan et la Russie souhaitent également que l'Arménie reste dépendante de la Russie, qui a failli à ses engagements envers l'Arménie en tant qu'allié traditionnel et n'a fourni aucun soutien politique ou militaire à l'Arménie face à l'agression azerbaïdjanaise. Au lieu de cela, l'Arménie s'est alignée sur les revendications et les récits de l'Azerbaïdjan, notamment lors des réunions du Conseil de sécurité de l'ONU, afin de maintenir son influence politique et sa présence militaire en Arménie.
- En essayant de neutraliser les Français, l'UE et le soutien des États-Unis à l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Russie tentent également de stopper et d'inverser la transformation des politiques étrangères et de sécurité de l'Arménie, comme le nouveau façonnement des [aspirations](#) à l'adhésion à l'UE, et le [partenariat](#) stratégique récemment conclu avec les États-Unis. L'Azerbaïdjan cible la France plus que l'UE et les États-Unis parce que la France est le seul acteur occidental fournissant des armements à l'Arménie. L'UE et les États-Unis apportent un soutien de sécurité en douceur à l'Arménie.

Se positionner comme une puissance moyenne, un acteur régional et mondial

- L'Azerbaïdjan met au défi la France, membre permanent de l'OTAN, de l'UE et du Conseil de sécurité de l'ONU (CS), de mettre en péril son influence mondiale en amplifiant les récits anticoloniaux dans les forums internationaux.
- Elle tente d'accroître [son influence](#) en Afrique et de s'assurer des voix et des alliances avec les nations africaines qui ont une représentation importante dans les organes de l'ONU. Cette stratégie vise également à contrebalancer la non-participation de l'Azerbaïdjan à l'Organisation internationale de la Francophonie.
- Bakou tire parti de sa récente présidence de quatre ans du Mouvement des pays non alignés pour forger des alliances dans les pays du Sud et étendre son influence en



Afrique. L'Azerbaïdjan se positionne comme un champion contre « le colonialisme occidental et le néocolonialisme » et un « défenseur de la justice historique, de l'égalité et du respect de la souveraineté.

- Enfin, l'Azerbaïdjan se montre de plus en plus ambitieux, cherchant à se positionner comme un État de puissance moyenne et un acteur régional et mondial indépendant en défiant les grands États et en se présentant comme un soutien des États en développement.